



## REPUBLIQUE FRANCAISE

*Liberté - Egalité – Fraternité*

Département de l'Hérault

Commune de BAILLARGUES

### EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

**N° DLM 2019-128 - Séance du 19 décembre 2019**

#### ACTES

#### 3. Domaine et patrimoine

#### 3.2 Aliénations

Nombre des membres			Vote	
Membres en exercice	Présents	Qui a pris part aux votes	Pour	22
25	17	22	Contre	0
			Abstention	0

L'an 2019, le 19 décembre à 19 heures le Conseil Municipal de la commune de BAILLARGUES s'est réuni à la salle Jean Jaurès, sous la présidence de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER, Maire, en session ordinaire. Les convocations individuelles et l'ordre du jour ont été transmis par écrit aux membres du Conseil Municipal le 13 décembre 2019. La convocation et l'ordre du jour ont été affichés à la porte de la Mairie le 13 décembre 2019.

**Etaient présents :** MEISSONNIER Jean-Luc, SOULIER Alain, GAUTIER Sandrine, KASZUBA Christophe, MONIN Séverine, CONTENSEAU Carole, MAZOLLIER Elisabeth, SUAY Régine, AMALVY Marie-Thérèse, RODENAS François, VANGREVELYNGHE Patricia, MARTINEZ Mickaël, JODAR Mélissa, DE LA CLERGERIE Jean-Luc, DUCAMP Ludovic, CORDEAU Damien, MICHEL Yves.

**Pouvoirs de :** DURIX Olivier pour SOULIER Alain, BASSO Béatrice pour GAUTIER Sandrine, DESTAILLATS Aline pour MONIN Séverine, MARTY Philippe pour RODENAS François, RIBEIRO David pour CONTENSEAU Carole

**Absents :** SIMAR Morgan, FOUREL Sylvain, RAMORA Anna

**Secrétaire de séance :** DUCAMP Ludovic

## **N° DLM 2019-128 – TRANSFERT DE PROPRIETE DES PARCELLES BE 162 et BE 168 UA PROFIT DE MONTPELLIER MEDITERRANNE METROPOLE**

Madame Séverine MONIN, Adjointe au Maire déléguée à la jeunesse, au Conseil Municipal des Jeunes et à la communication rapporte que les opérations d'aménagement du Pôle d'Echange Multimodal, de suppression du passage à niveau PN 33 et la réalisation des nouvelles voiries associées sont terminées.

A la suite de ces opérations, un certain nombre de régularisations foncières ont été rendues nécessaires entre les personnes privées et publiques associées au projet, notamment la Région, la Métropole et SNCF Réseau.

Ces régularisations foncières doivent être prochainement achevées sur la base de la convention prévue dans le cadre du projet, qui prévoit de formaliser les échanges fonciers entre les différents partenaires afin de permettre à chacun d'exercer ses propres compétences.

La Métropole est compétente en matière de voirie et d'aménagement de l'espace public.

Or, la commune est demeurée propriétaire de deux parcelles en nature de voirie, cadastrées BE 162 (976 m<sup>2</sup>) et BE 168 (104 m<sup>2</sup>), qui n'ont pas été transférées à la Métropole par la délibération du Conseil Municipal n° 2016-02 du 20 janvier 2016 et la décision Métropolitaine concordante n° 2016-117 du 22 février 2016.

Ces décisions entérinaient uniquement le transfert du domaine public non cadastré.

Ces mêmes parcelles, dont la compétence est à ce jour Métropolitaine, doivent être échangées avec la SNCF.

Afin de pouvoir formaliser cet échange ce mois de décembre, le transfert de propriété entre la commune et la Métropole doit être préalablement constaté.

Il est ainsi proposé au Conseil Municipal de bien vouloir :

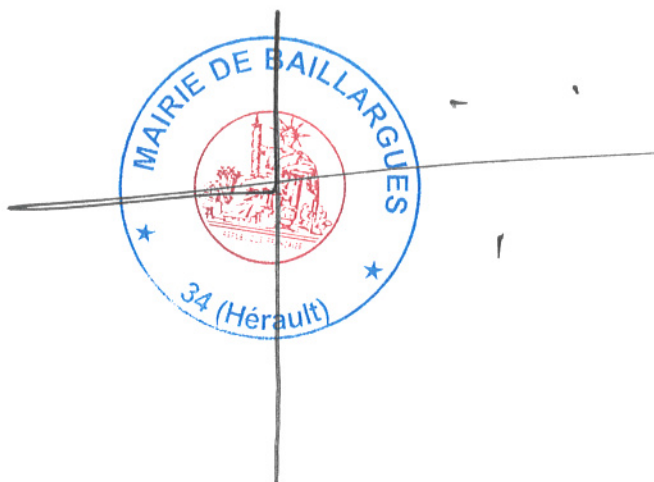
- Accepter le transfert de propriété au profit de Montpellier Méditerranée Métropole, des parcelles BE 162 et BE 168, situées lieudit l'Orée du Bois, ces parcelles étant cadastrées mais appartenant nécessairement au domaine public étant donné leur caractère de voies de circulation,
- Autoriser Monsieur le Maire, ou toute personne ayant reçu délégation, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil Municipal où l'exposé de Madame Séverine MONIN et après en avoir délibéré à l'unanimité,

- **ACCEPTE** le transfert de propriété au profit de Montpellier Méditerranée Métropole, des parcelles BE 162 et BE 168, situées lieudit l'Orée du Bois, ces parcelles étant cadastrées mais appartenant nécessairement au domaine public étant donné leur caractère de voies de circulation,
- **AUTORISE** Monsieur le Maire, ou toute personne ayant reçu délégation, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Pour extrait conforme,  
Le 20 décembre 2019,

Le Maire,  
Jean-Luc MEISSONNIER



La présente délibération peut, si elle est contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification aux intéressés, faire l'objet d'un recours contentieux pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de MONTPELLIER. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Envoyé en préfecture le 20/12/2019

Reçu en préfecture le 20/12/2019

Affiché le



ID : 034-213400229-20191220-DLM2019\_128-DE